



LETTRE OUVERTE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Monsieur le Président,

Les journalistes et leurs organisations syndicales sont mécontents; ils sont en attente depuis des mois de la nouvelle loi sur la protection des sources des journalistes, une des promesses du candidat François Hollande lors de sa campagne électorale.

Un projet, élaboré après plusieurs mois de travail avec les professionnels afin de compléter les dispositions de la loi votée sous le quinquennat précédent, demeure enfoui sur une étagère de l'Assemblée nationale.

La proposition de loi a été gelée peu avant le vote au Palais Bourbon sous pression du ministre de l'Intérieur de l'époque, Manuel Valls.

Les syndicats français avaient protesté à l'époque contre ce mauvais coup porté à la liberté de la presse.

Pour autant, ni le gouvernement Ayrault, ni ceux de Valls, ni le président de la République n'ont jugé utile de remettre sur le bureau de la représentation nationale le texte sur cette disposition essentielle pour le droit des journalistes.

Cette logique reflète-t-elle la volonté de ne pas remettre en cause les coups portés aux journalistes et au pluralisme des médias par Nicolas Sarkozy, l'« ami » de tous les patrons des grands groupes privés de médias ?

Cette même logique "d'Etat" cacherait-elle d'autres objectifs moins avouables ?

La question vaut d'être posée car aujourd'hui rien n'a été fait pour sérieusement réformer le système des aides à la presse afin de garantir et préserver le pluralisme.

Pire on met en cause le devenir de l'AFP en sacrifiant volontairement la seule agence non anglo-saxonne aux règles du libéralisme (concurrence libre et non faussée), en amputant le budget de France Télévision, mettant ainsi en cause l'emploi de ses personnels et, en conséquence, la qualité de l'information.

Dans ce contexte, les syndicats français SNJ et SNJ-CGT dénoncent l'attaque récente de l'hebdomadaire Valeurs Actuelles contre nos deux confrères du quotidien Le Monde, Gérard Davet et Fabrice Lhomme, en publiant leurs sources supposées.

Cette situation est extrêmement préoccupante. C'est pourquoi à l'occasion de la journée européenne des syndicats de journalistes (DEBOUT POUR LE JOURNALISME) organisée à l'initiative de la Fédération européenne des journalistes (FEJ, 300.000 adhérents), les syndicats français SNJ et SNJ-CGT appellent le gouvernement et les parlementaires à inscrire le projet de loi à leur agenda, pour qu'enfin notre pays soit doté d'une loi véritablement protectrice des sources, sans laquelle, les journalistes sont en danger et les medias mis dans l'incapacité d'informer complètement les citoyens.

La loi sur la protection des sources des journalistes doit être votée sans plus tergiverser.

Paris le 10/11/2014